



Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 8 octobre 2009 relatif à l'exécution de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales et modifiant l'article 8 du règlement grand-ducal du 20 mars 1967 concernant l'exécution de l'article 54, nos 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale

I.	Exposé des motifs	p. 2
II.	Texte du projet de règlement grand-ducal	p. 3
III.	Commentaire des articles	p. 6
IV.	Fiche financière	p. 7
V.	Fiche d'impact	p. 8
VI.	Texte coordonné	p. 11



I. Exposé des motifs

La loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales, ainsi que son règlement d'exécution du 4 novembre 1997 ont doté le Luxembourg d'une législation moderne encadrant la pratique grandissante du nautisme de loisir.

Le règlement grand-ducal du 8 octobre 2009 relatif à l'exécution de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales et modifiant l'article 8 du règlement grand-ducal du 20 mars 1967 concernant l'exécution de l'article 54, nos 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale modifiait les prescriptions relatives aux permis de navigation en introduisant 3 nouveaux types de permis: fluvial, côtier et mer qui remplaçaient les permis de catégories 1 et 2 en vigueur depuis la création du registre.

Le permis côtier introduit en 2009 autorise son titulaire à conduire un navire de plaisance de 7 mètres au plus, et ne disposant pas d'une cabine habitable, en eaux maritimes jusqu'à trois milles nautiques des côtes.

L'expérience accumulée depuis a illustré la nécessité d'introduire une quatrième catégorie de permis afin de faire un pont entre le permis côtier et le permis mer.

Ce projet propose dès lors d'introduire un permis "côtier plus" qui autorisera son titulaire à conduire un navire de plaisance de 20 mètres au plus et sans restrictions en ce qui concerne la cabine, en eaux maritimes jusqu'à six milles nautiques des côtes. Pour l'obtenir, le candidat déjà titulaire du permis côtier devra suivre une formation théorique additionnelle de quatre heures. Aucun examen théorique ou pratique n'est requis, le candidat doit joindre une attestation de participation au cours à sa demande d'obtention du permis. La matière abordée au cours de ce module de 4 heures est définie dans une nouvelle section de l'Annexe A.

Les auteurs du projet ont profité de cette révision du règlement grand-ducal pour supprimer la nécessité de présenter un extrait de casier judiciaire en parallèle de la demande d'obtention d'un permis de navigation. De même, il est à présent nécessaire de présenter un certificat médical récent, sans plus de définition de délai maximum. Ces deux modifications tiennent compte de la pratique administrative adoptée en la matière.

Enfin, le nombre minimum des heures des cours théoriques sont modifiées en fonction du type de permis: 10 heures pour le permis fluvial, 8 heures pour le permis côtier et 20 heures pour le permis mer.

Les examens théoriques pour l'obtention du permis fluvial et côtier se font électroniquement sur la base d'un test à choix multiples. En ce qui concerne le permis mer, l'examen comporte actuellement une partie théorique pure et un exercice sur carte. Les auteurs du projet profitent de la présente mise à jour pour introduire un nouveau chapitre à l'annexe B, dans la section "Connaissances pratiques pour l'obtention du permis mer", sous-section "Voile et moteur" intitulée "Cartographie". Ainsi, l'examen théorique du permis mer pourra le moment venu également se faire sur ordinateur via un test à choix multiples et la connaissance de la pratique de la carte marine sera contrôlée lors de l'examen pratique en mer.



II. Texte du projet de règlement grand-ducal

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales;

Vu le règlement grand-ducal du 8 octobre 2009 relatif à l'exécution de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales et modifiant l'article 8 du règlement grand-ducal du 20 mars 1967 concernant l'exécution de l'article 54, nos 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale;

Vu l'avis de la Chambre de commerce (*à adapter le cas échéant*);

Vu l'avis du Conseil d'État;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Économie et après délibération du Gouvernement en Conseil.

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le règlement grand-ducal du 8 octobre 2009 relatif à l'exécution de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales et modifiant l'article 8 du règlement grand-ducal du 20 mars 1967 concernant l'exécution de l'article 54, nos 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale est modifié comme suit:

1°. Le premier paragraphe de l'article 7 est remplacé par le texte suivant:

" Le permis de navigation comprend quatre catégories en distinguant selon le type de bâtiment de plaisance et la zone de navigation:"

2°. Un nouveau paragraphe est introduit entre les paragraphes 3 et 4 de l'article 7:

"Le permis côtier plus autorise son titulaire à conduire un navire de plaisance de 20 mètres au plus en eaux maritimes jusqu'à six milles nautiques des côtes."

3°. L'alinéa 1) du paragraphe 3 de l'article 8 est remplacé par le texte suivant:

"1) un certificat médical récent attestant que le candidat présente les aptitudes physiques et mentales requises; le certificat médical délivré en vue de l'obtention d'un permis de conduire est reconnu valable;"

4°. L'alinéa 2) du paragraphe 3 de l'article 8 est supprimé. Les alinéas 3) à 5) du paragraphe 3 de l'article 8 sont renumérotés 2) à 4).

5°. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 9 du sont remplacés par le texte suivant:

"La formation théorique des différentes catégories de permis porte sur les matières du programme de formation figurant à l'annexe A et comprendra au moins dix heures de cours pour le permis fluvial, huit heures de cours pour le permis côtier et vingt heures de cours pour le permis mer.



Après accomplissement de la formation théorique, les candidats au permis fluvial, côtier ou mer sont admis à se présenter à l'examen théorique pour l'obtention du permis de navigation. Des sessions d'examens théoriques sont organisées par la Commission de la navigation de plaisance visée à l'article 32 de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales, désignée ci-après Commission."

6°. Un nouveau paragraphe est introduit à la fin de l'article 9:

"Les titulaires du permis côtier peuvent obtenir le permis côtier plus en suivant quatre heures de formation théorique additionnelle. Les matières de ce module figurent à l'annexe A. Une attestation de participation à cette formation théorique additionnelle est délivrée par l'organisme chargé de dispenser l'enseignement et est à joindre à la demande d'obtention du permis côtier plus."

7°. L'article 12 est remplacé par le texte suivant:

" Le permis de navigation est délivré par le ministre au vu du dossier présenté par la Commission. Celui-ci comprendra les informations suivantes:

- Type et numéro du permis
- Nom et prénom du titulaire
- Date et lieu de naissance
- Date de délivrance et date d'expiration
- Signature du titulaire
- Nationalité du titulaire

8°. Une nouvelle section est ajoutée à l'annexe A et la section III de cette même annexe est renumérotée IV:

"III: Permis côtier Plus

Le module de quatre heures de formation théorique accessible aux titulaires d'un permis côtier en vue de l'obtention du permis côtier plus porte sur les matières suivantes:

- a) Cartographie:
 - définition de la carte marine;
 - présentation de la carte;
 - symboles et abréviations;
 - mesure des distances;
- b) Instruments:
 - le compas;
 - la déclinaison;
 - la déviation;
 - la courbe de déviation;
 - le sondeur;
 - le récepteur G.P.S.;
 - l'émetteur/récepteur V.H.F.;
- c) Position:
 - le relèvement;
 - le point par deux relèvements."



- d) Manœuvres, mouillage, ancrage:
- manœuvres à l'ancre
 - entrées et sorties d'un port

9°. Une nouvelle section est ajoutée à l'annexe B sous le titre "Connaissances pratiques nécessaires pour l'obtention du permis mer", section "Voile et moteur":

"5: Cartographie

- 5.1 Estimation de la position sur la carte
- 5.2 Appliquer un relèvement sur la carte
- 5.3 Faire le point par deux relèvements
- 5.4 Tracer une route sur la carte et calcul de la route à suivre en fonction du courant"

10°. L'annexe D est supprimée et l'annexe E est renommée Annexe D.

Art. 2. Notre Ministre de l'Économie est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.



III. Commentaire des articles

Ad art. 1er

1°. Le paragraphe d'introduction de l'article 7 du règlement grand-ducal du 8 octobre 2009 est modifié afin de tenir compte du nouveau permis de navigation introduit. Le chiffre trois est donc remplacé par quatre.

2°. Un nouveau paragraphe introduit la définition du nouveau permis de navigation de type côtier plus. Celui-ci autorise son titulaire à conduire un navire de plaisance de 20 mètres au plus en eaux maritimes jusqu'à six milles nautiques des côtes.

3°. Le certificat médical à fournir en annexe d'une demande d'obtention de permis de navigation doit à présent être récent, sans plus de précision de délai maximum. En effet, il arrive que plusieurs mois s'écoulent entre l'examen théorique et l'accomplissement de l'épreuve pratique. Cette nouvelle formulation permet d'éviter une surcharge administrative découlant de la présentation d'un certificat médical datant de plus de six mois

4°. L'alinéa imposant de présenter un extrait de casier judiciaire en annexe d'une demande d'obtention de permis de navigation est supprimé.

Dans la mesure où la loi ne prévoit pas de refuser la délivrance d'un permis de navigation à un usager dont le casier judiciaire ne serait pas vierge, la présentation de ce document est sans conséquence sur la pratique administrative.

Les alinéas suivants sont renumérotés afin de prendre en compte cette suppression.

5° Le premier paragraphe de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 octobre 2009 est modifié afin de définir à présent un nombre minimum d'heures de cours théoriques variant en fonction du type de permis.

Le deuxième paragraphe de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 octobre 2009 est modifié afin de limiter les prescriptions relatives à l'examen théorique aux seuls permis fluvial, côtier et mer.

6°. Le point 6° introduit les modalités d'obtention du nouveau permis côtier plus: un module de 4 heures de cours théorique additionnel doit être suivi par le titulaire d'un permis côtier.

7°. Le point 7° remplace l'article 12. Le nouveau texte permet de prévoir le futur modèle du permis basé sur un format type "carte de crédit" plus moderne en se contentant d'énoncer la liste des informations minimum qui doivent figurer sur le permis. Le modèle pourra ainsi évoluer avec les avancées technologiques sans qu'une révision législative soit nécessaire. En parallèle, l'annexe D est supprimée au point 11.

8°. Le point 8° ajoute à l'annexe A les matières théoriques du module additionnel pour l'obtention du permis de catégorie côtier plus.

9°. Le point 9° ajoute à l'annexe B un chapitre "Cartographie" à la section relative au permis mer et applicable tant pour la navigation à moteur que pour la navigation à voile. Cette introduction va permettre d'effectuer le contrôle des connaissances du travail sur carte au moment de l'examen



pratique et non plus de l'examen théorique. Cette modification permettra aux candidats au permis de passer un examen théorique électronique sur la base d'un test à choix multiples.

10° Ce point ne demande pas de commentaire particulier.

Ad Art. 2.

Cet article ne demande pas de commentaire particulier.

IV. Fiche financière

(art. 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat)

Le projet de règlement grand-ducal ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'Etat.



V. Fiche d'évaluation d'impact

Mesures législatives et réglementaires

Intitulé du projet: Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 8 octobre 2009 relatif à l'exécution de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales et modifiant l'article 8 du règlement grand-ducal du 20 mars 1967 concernant l'exécution de l'article 54, nos 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale.

Ministère initiateur: Ministère de l'Economie (Commissariat aux affaires maritimes)

Auteur: Alain HOFFMAN

Tél .: 247-84186

Courriel: alain.hoffman@cam.etat.lu

Objectif(s) du projet: adaptation de la législation plaisance relative aux permis de navigation

Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s) impliqué(e)(s): N.A.

Date: décembre 2016

Mieux légiférer

- Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s): Oui: Non: ¹
Si oui, laquelle/lesquelles:
Remarques/Observations:
- Destinataires du projet:
 - Entreprises/Professions libérales: Oui: Non:
 - Citoyens: Oui: Non:
 - Administrations: Oui: Non:
- Le principe « Think small first » est-il respecté?
(c.à.d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité?)
Remarques/Observations:
Oui: Non: N.a.:²
- Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire?
Existe-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière?
Remarques/Observations:
Oui: Non:
Oui: Non:
- Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures?
Oui: Non:

¹ Double-click sur la case pour ouvrir la fenêtre permettant de l'activer

² N.a.: non applicable



Remarques/Observations:

6. Le projet contient-il une charge administrative³ pour le(s) destinataire(s)? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet?) Oui: Non:
- Si oui, quel est le coût administratif approximatif total? (nombre de destinataires x coût administratif⁴ par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire? Oui: Non: N.a.:
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel? Oui: Non: N.a.:
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
8. Le projet prévoit-il:
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration? Oui: Non: N.a.:
 - des délais de réponse à respecter par l'administration? Oui: Non: N.a.:
 - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois? Oui: Non: N.a.:
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte)? Oui: Non: N.a.:
- Si oui, laquelle:
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté? Oui: Non: N.a.:
- Si non, pourquoi?
11. Le projet contribue-t-il en général à une:
- a. simplification administrative, et/ou à une Oui: Non:
 - b. amélioration de qualité règlementaire? Oui: Non:
- Remarques/Observations:
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites? Oui: Non: N.a.:
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)? Oui: Non:

³ Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

⁴ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc...).



Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système:

14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée? Oui: Non: N.a.:
Si oui, lequel?
Remarques/Observations:

Egalité des chances

15. Le projet est-il:
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes? Oui: Non:
Si oui, expliquez de quelle manière:
 - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui: Non:
Si oui, expliquez de quelle manière:
 - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui: Non:
Si oui, expliquez pourquoi:
 - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui: Non:
Si oui, expliquez de quelle manière:
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui: Non: N.a.:
Si oui, expliquez de quelle manière:

Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui: Non: N.a.:
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui: Non: N.a.:

⁵ Article 15, paragraphe 2, de la directive « services » (cf. Note explicative p. 10-11)

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)



VI. Texte coordonné

(Projet de RGD = gras et souligné)

Vu la loi du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et hypothèque fluviale ;

Vu la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales ;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en conseil.

Arrêtons:

Chapitre 1^{er} - Organismes chargés de la préparation à l'examen du permis de navigation.

Art. 1^{er}. Tout organisme établi au Grand-Duché de Luxembourg qui enseigne la conduite d'un bateau ou d'un navire de plaisance doit être agréé par le Ministre ayant les affaires maritimes dans ses attributions, ci-après dénommé le ministre.

Cet agrément mentionnera la personne responsable de l'enseignement ainsi que les personnes enseignant sous son autorité. L'agrément est strictement personnel et incessible.

La personne responsable doit établir une qualification et expérience suffisantes dans le domaine nautique.

Le ministre peut agréer des organismes situés au Luxembourg ou à l'étranger offrant des enseignements théoriques et/ou pratiques en vue de la préparation aux épreuves menant à la délivrance d'un permis de navigation luxembourgeois.

Art. 2. Les enseignants dispensant la formation théorique doivent être titulaires d'un permis de navigation valable ou de toute autre qualification correspondant au moins à ce niveau de formation; ils doivent posséder les qualités physiques, intellectuelles et morales nécessaires pour enseigner l'art de conduire. Les organismes offrant une formation pratique doivent répondre aux critères fixés à l'annexe C. Les organismes s'engagent à respecter ces critères pendant toute la durée de l'agrément. Le ministre peut charger le Commissaire aux affaires maritimes ou son délégué de contrôler ou de faire contrôler le respect des critères.

Art. 3. L'agrément a une validité de deux ans et peut être prolongé sur simple demande écrite.

Il peut être retiré, son octroi ou son renouvellement refusé s'il est établi que la personne responsable est inapte à exercer ses fonctions, si elle ne satisfait pas aux conditions fixées ou s'il est constaté à sa charge une des raisons pouvant donner lieu au retrait administratif du permis de navigation.



Les mesures prévues à l'alinéa qui précède peuvent pour les mêmes raisons être prises à l'encontre du personnel enseignant par modification de l'agrément.

Art. 4. La personne responsable est tenue de surveiller le travail des enseignants occupés à son service.

Elle veillera à la bonne formation des candidats par le ou les enseignants dont elle a la charge, ainsi qu'au strict respect par ces derniers des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 5. La personne responsable doit tenir sous forme de registre un programme détaillé de l'enseignement avec inscription de l'identité des candidats instruits et de la durée des leçons théoriques; une liste de présence des candidats présents aux cours théoriques devra être tenue.

Art. 6. Le déroulement des cours théoriques et les installations ainsi que le matériel d'instruction peuvent être contrôlés par un délégué du ministre. Le responsable de l'organisme et les enseignants sont tenus de fournir toute assistance utile au cours de ces contrôles.

Chapitre 2 - Catégories de permis et modalités d'obtention du permis de navigation.

Art. 7. Le permis de navigation comprend quatre catégories en distinguant selon le type de bâtiment de plaisance et la zone de navigation:

Le permis fluvial autorise son titulaire à conduire un bateau de plaisance de 20 mètres au plus en eaux intérieures. Le permis fluvial est également valable pour la conduite des embarcations autres que de plaisance visées par l'alinéa m) de l'article 1.01 du Règlement de police pour la navigation de la Moselle.

Le permis côtier autorise son titulaire à conduire un navire de plaisance de 7 mètres au plus, et ne disposant pas d'une cabine habitable, en eaux maritimes jusqu'à trois milles nautiques des côtes.

Le permis côtier plus autorise son titulaire à conduire un navire de plaisance de 20 mètres au plus en eaux maritimes jusqu'à six milles nautiques des côtes.

Le permis mer autorise son titulaire à conduire un navire de plaisance de 24 mètres au plus en eaux maritimes sans limitation de zone de navigation.

En fonction de l'épreuve pratique choisie, le permis mer mentionnera la catégorie "voile et moteur" ou simplement "moteur".

Un brevet de formation délivré selon les critères de la Convention STCW est exigé pour la conduite d'un navire de plaisance de plus de 24 mètres.

Un endossement luxembourgeois sera délivré selon la procédure décrite dans le règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 2001 transposant la directive 94/58/CE du Conseil du 22 novembre 1994 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer telle que modifiée par la directive 98/35/CE du Conseil du 25 mai 1998.

Sans préjudice de l'article 13, les titulaires de permis de catégorie 1 et 2 gardent les prérogatives conférées par ces titres.



Si le navire de plaisance est utilisé à des fins commerciales ou professionnelles avec équipage, ce permis n'est pas valable lorsque la convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (STCW 1978) est d'application.

Art. 8. Pour obtenir un permis de navigation, le candidat devra adresser sa demande directement à l'organisme agréé.

Les demandes indiqueront les noms, prénoms, lieu et date de naissance, nationalité, domicile et/ou résidence, la catégorie de permis sollicitée.

Sont à joindre au dossier:

1) un certificat médical récent attestant que le candidat présente les aptitudes physiques et mentales requises; le certificat médical délivré en vue de l'obtention d'un permis de conduire est reconnu valable;

2) une pièce attestant le paiement de la taxe spéciale prévue par la réglementation afférente;

3) une photographie récente de 45/35 mm sur papier souple, la tête prise de face ayant au moins 20 mm de hauteur;

4) un procès-verbal attestant de la réussite à l'examen.

S'il s'agit d'un mineur, la demande en obtention d'un permis de navigation doit être contresignée par la personne de tutelle.

Art. 9. La formation théorique des différentes catégories de permis porte sur les matières du programme de formation figurant à l'annexe A et comprendra au moins dix heures de cours pour le permis fluvial, huit heures de cours pour le permis côtier et vingt heures de cours pour le permis mer.

Après accomplissement de la formation théorique, les candidats au permis fluvial, côtier ou mer sont admis à se présenter à l'examen théorique pour l'obtention du permis de navigation. Des sessions d'examens théoriques sont organisées par la Commission de la navigation de plaisance visée à l'article 32 de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales, désignée ci-après Commission.

La formation pratique et le contrôle des connaissances porteront sur les manœuvres figurant à l'annexe B. L'organisme agréé adresse la fiche de contrôle à la Commission. Un membre de la Commission dûment mandaté par elle ou toute autre personne dûment mandatée par le ministre peut assister de plein droit en tant qu'observateur à l'enseignement pratique et au contrôle des connaissances.

Les titulaires du permis côtier peuvent obtenir le permis côtier plus en suivant quatre heures de formation théorique additionnelle. Les matières de ce module figurent à l'annexe A. Une attestation de participation à cette formation théorique additionnelle est délivrée par l'organisme chargé de dispenser l'enseignement et est à joindre à la demande d'obtention du permis côtier plus.

Art. 10. Sont déclarés admissibles les candidats ayant obtenu les deux tiers des points aux épreuves théoriques et réussi avec succès les épreuves pratiques décrites à l'annexe B sans qu'une compensation entre les épreuves ne soit possible.



Les candidats ayant échoué à une épreuve peuvent se présenter à une prochaine session pour l'épreuve en question.

Art. 11. La Commission adresse les dossiers en vue de la délivrance du permis de navigation au ministre après vérification du dossier.

Art. 12. Le permis de navigation est délivré par le ministre au vu du dossier présenté par la Commission. Celui-ci comprendra les informations suivantes:

- **Type et numéro du permis**
- **Nom et prénom du titulaire**
- **Date et lieu de naissance**
- **Date de délivrance et date d'expiration**
- **Signature du titulaire**
- **Nationalité du titulaire**

Art. 13. Le permis de navigation a une durée de validité de dix ans; toutefois si le candidat qui demande un permis de navigation est âgé entre seize et cinquante ans, le permis de navigation est valable jusqu'à l'âge de soixante ans du titulaire.

La durée de validité de dix ans fixée ci-avant est étendue jusqu'au prochain anniversaire de naissance du titulaire. Pour obtenir le renouvellement de son permis de navigation, le titulaire doit présenter au ministre, ensemble avec sa demande, les pièces spécifiées à l'article 8 sous 1, 3 et 4 du présent règlement.

Si une enquête judiciaire s'impose, un permis de navigation d'une durée de validité de six mois peut être délivré.

Chapitre 3 - Reconnaissance des permis et brevets étrangers.

Art. 14. Les conducteurs d'un bateau ou navire de plaisance immatriculé au registre d'immatriculation des bateaux et navires de plaisance, ci-après registre, détenant un permis de navigation étranger doivent solliciter auprès du ministre un endossement de leur permis qui vaudra autorisation de naviguer sous pavillon luxembourgeois pour ce type de navire ou bateau.

Sans préjudice de l'application des dispositions adoptées par l'Union Européenne en matière de reconnaissance de certificats, le ministre pourra publier une liste des permis étrangers bénéficiant de plein droit d'un endossement.

Art. 15. Pour les permis ne figurant pas sur la liste visée à l'article 14, le requérant devra documenter que le permis pour lequel il sollicite un endossement est équivalent au permis luxembourgeois correspondant. L'endossement délivré par le ministre pourra reprendre les limitations émises pour ce permis notamment en ce qui concerne la zone de navigation, le type de bateau ou navire et la limite de validité.

Chapitre 4 – Taxes.

Section 1. Taxes à percevoir en vue de l'examen des candidats au permis de navigation



Art. 16. Les taxes ci-après sont dues pour:

1. la demande d'obtention d'un permis de navigation ; 48 euros.
2. l'endossement d'un permis de navigation étranger ; 36 euros.
3. le renouvellement ou le remplacement d'un permis de navigation ou d'un endossement d'un permis de navigation étranger ; 24 euros.
4. la demande d'obtention d'un permis de navigation après échec partiel ou total à un examen antérieur ; 24 euros.

Ces taxes sont acquittées au moyen de timbres mobiles «Droit de Chancellerie» fournis par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Les timbres mobiles sont apposés sur des demandes tenues à disposition des requérants. Ces taxes sont dues nonobstant les frais facturés par les organismes agréés pour la préparation à l'examen.

Section 2. Taxes à percevoir lors des demandes en obtention d'un certificat d'identification ou d'un certificat d'immatriculation

Art. 17. Les taxes ci-après sont dues pour:

1. l'obtention d'un certificat d'identification d'une menue embarcation de plaisance ; 24 euros.
2. l'obtention d'un duplicata du certificat d'identification ou du certificat d'immatriculation ; 24 euros.
3. la prorogation du certificat d'identification ; 24 euros.

Ces taxes sont acquittées au moyen de timbres mobiles «Droit de Chancellerie» fournis par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Les timbres mobiles sont apposés sur des demandes tenues à disposition des requérants.

4. l'obtention d'un certificat d'immatriculation pour un bateau ou navire de plaisance, il est fait application de la formule ci-après:

$$\frac{2000 + (v \times [L + (kW / 50)]^{2.5})}{40.3399} = \text{Taxe}$$

La variable v = 10

L = Longueur du bateau ou navire de plaisance

kW = La puissance du ou des moteurs du bateau ou navire de plaisance exprimé en kilowatt.

Aucune taxe n'est perçue à charge des administrations de l'Etat et des communes.

La taxe est à acquitter auprès de l'Administration des Douanes et Accises suivant les modalités explicitées sur un formulaire de demande tenu à disposition des requérants.

Section 3. Taxes annuelles à percevoir à charge des propriétaires de bateaux ou de navires de plaisance immatriculés au registre

Art. 18. La taxe annuelle pour les bateaux et navires de plaisance est fixée comme suit:



1. Une taxe annuelle prenant cours le jour de l'immatriculation, est due se composant du montant résultant de l'application de la formule suivante:

$$\frac{1200 + (v \times [L + (kW / 50)]^{2.5})}{40.3399} = \text{Taxe}$$

La variable $v = 5$

L = Longueur du bateau ou navire de plaisance

kW = La puissance du ou des moteurs du bateau ou navire de plaisance exprimé en kilowatt»

Aucune taxe n'est perçue à charge des administrations de l'Etat et des communes; dans ce cas une attestation est délivrée pour une durée de cinq ans.

Pour une première immatriculation, la taxe annuelle n'est pas due pour la première année.

2. La taxe est à acquitter auprès de l'Administration des Douanes et Accises. A cet effet l'administration adressera annuellement un ordre de paiement aux personnes ayant immatriculé le bateau ou navire de plaisance.

Sur proposition de l'Administration des Douanes et Accises, le ministre radiera le bateau ou navire de plaisance pour lequel les taxes prévues au présent article n'ont pas été payées à l'échéance. Le renouvellement de l'immatriculation dans ce cas est considéré comme une première immatriculation et frappé de la taxe prévue à l'article 17.

Chapitre 5 - Refus et retrait du permis de navigation.

Art. 19. L'examen prévu à l'article 35 de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales aura lieu d'après les dispositions suivantes:

Avant la mainlevée du retrait administratif ou la fin de l'interdiction de conduire judiciaire, l'intéressé devra refaire l'apprentissage tel que fixé à l'article 9 et dans les limites du jugement ou arrêt intervenu ou de la décision administrative.

L'examen théorique peut consister dans des épreuves orales ou écrites. Un contrôle des connaissances pratiques peut également être exigé.

Art. 20. L'exécution de toute interdiction de conduire judiciaire doit être commencée dans l'année à partir du jour où la décision judiciaire aura acquis l'autorité de la chose jugée.

Dans les cas prévus à l'alinéa 2 du point b) paragraphe 3) de l'article 37 de la loi du 23 septembre 1997, portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales, l'exécution de toute interdiction de conduire judiciaire doit être commencée dans l'année à partir de l'élargissement du condamné.

A la fin de l'interdiction de conduire judiciaire, le procureur général d'Etat fait restituer le permis de navigation à l'intéressé.

En vue de l'obtention, du renouvellement ou de l'endossement d'un permis de navigation, le candidat doit se soumettre à un examen médical destiné à établir s'il ne souffre pas d'infirmités ou



de troubles susceptibles d'entraver ses aptitudes ou capacités de conduire et s'il ne présente pas de signes d'alcoolisme ou d'autres intoxications.

Chapitre 6 - Matériel de sécurité.

Art. 21. Les bâtiments de plaisance doivent être équipés du matériel de sécurité minimum repris à l'annexe E.

Chapitre 7 - Dispositions pénales.

Art. 22. Les infractions aux dispositions de l'article 1^{er} sont punies d'une amende de 251 à 2.500 euros. Les infractions aux dispositions des articles 2, 4, 5, 6, 7 et 18 avant-dernier alinéa sont punies d'une peine d'emprisonnement d'une durée de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 2.500 euros ou d'une de ces peines seulement.

Chapitre 8 - Dispositions modificatives, abrogatoires et transitoires.

Art. 23. Le droit fixe, les rétributions et la rémunération prévus par l'article 8 du règlement grand-ducal du 20 mars 1967 concernant l'exécution de l'article 54, nos 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, sont modifiés comme suit:

Le droit fixe se rapportant à la délivrance d'un certificat d'immatriculation et d'un duplicata est de 25 euros.

La rétribution prévue pour les rectifications est fixée à 15 euros.

La rétribution pour la délivrance d'un extrait du registre matricule est fixée à 25 euros.

La rémunération se rapportant à la délivrance d'extraits non certifiés ainsi qu'aux renseignements verbaux est fixée à 15 euros.

Art. 24. Le règlement grand-ducal du 4 novembre 1997 relatif à l'exécution de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales est abrogé.

Art. 25. Les nouvelles prescriptions relatives à la délivrance d'un permis de navigation ne seront applicables que pour les formations débutant après l'entrée en vigueur du présent règlement.

Art. 26. Notre Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.



ANNEXE A – Programme de formation

En vue de l'obtention d'un permis de navigation, le candidat doit avoir au moins les connaissances et les aptitudes de conduire décrites ci-après.

I: Permis de navigation fluvial

A l'épreuve théorique, le candidat doit faire preuve d'une connaissance raisonnée au moins des matières suivantes:

a) Connaissances générales et administratives de la navigation en eaux intérieures:

- les fleuves;
- les canaux;
- les lacs;
- les écluses;
- les utilisateurs des voies d'eau;
- dispositions légales;
- règles d'utilisation de la radiotéléphonie;
- dispositions en rapport avec la protection des eaux;
- devoir général de vigilance et responsabilités du conducteur.

b) Règles de circulation:

- règles propres aux bateaux de plaisance:
 - priorité;
 - règles de route;
- croisements:
 - principes généraux;
 - définition de l'avalant et du montant;
 - croisement à droite;
 - croisement selon la règle du drapeau bleu;
 - croisement interdit par signaux;
- dépassements et croisements sur les lacs et grands plans d'eau:
 - croisement entre bateaux à moteur;
 - croisement entre voiliers;
 - risque d'abordage;
 - dépassement: définition du rattrapant;
 - dépassement: manœuvre à effectuer
- autres règles de route:
 - route à suivre prescrite;
 - virage;
 - traversée de la voie navigable;
 - entrée et sortie du port;
 - plongeurs;
 - remous;
 - ralentir;
 - transport de matières dangereuses;
 - interdictions et prescriptions diverses;



- passage des écluses, ponts et barrages:
 - ordre de passage;
 - priorité de passage;
 - éclusage des menues embarcations;
 - feux d'accès aux écluses;
 - feux de sortie d'une écluse;
 - prescriptions concernant le sassement;
 - écluses non gardées;
 - horaire des écluses;
 - passage des ponts fixes;
 - passes sans signalisation;
 - autres signaux;
 - passage des ponts mobiles;
 - règles diverses:
 - vitesse maximum;
 - conduite en cas de circonstances particulières:
 - conduite par visibilité réduite (radar);
 - signaux de détresse;
 - obligation de dégager la voie navigable;
 - prescriptions diverses;
 - stationnement:
 - lieu de stationnement;
 - sécurité d'ancrage et d'amarrage;
 - interdiction de stationnement;
 - signaux d'ancrage et d'amarrage;
 - ski nautique:
 - zones de ski;
 - obligations du conducteur, de la deuxième personne à bord et du skieur;
 - arrêt de la pratique du ski;
 - signes de communication entre le skieur et le bateau.
- c) Signalisation phonique:
- émission de signaux phoniques;
 - types de signaux phoniques;
 - signaux de croisement;
 - signaux de dépassement;
 - signaux de virage;
 - signaux par visibilité réduite.
- d) Signalisation visuelle et balisage:
- signalisation d'interdiction;
 - signalisation d'obligation;
 - signalisation de restriction;
 - signalisation de recommandation;
 - signalisation d'indication;
 - balisage;
 - feux de balisage.



e) Signalisation des bâtiments:

- feux et marques des bâtiments;
- signalisation normale de route;
- signalisation des bâtiments transportant des matières dangereuses;
- signalisation de stationnement;
- bacs et engins flottants;
- signalisations particulières.

f) Moteur, équipement et sécurité:

- moteur à essence;
- moteur diesel;
- risques d'incendie, d'explosion, d'asphyxie;
- prévention de ces risques.

g) Sécurité:

- matériel de sécurité;
- risques d'incendie;
- collision;
- homme par dessus bord;
- envahissement par l'eau.

h) Manœuvres, mouillage, ancrage.

II: Permis de navigation côtier

A l'épreuve théorique, le candidat doit faire preuve d'une connaissance raisonnée au moins des matières suivantes:

a) Les feux:

- identification des feux;
- autres feux;
- portée des feux.

b) Le balisage:

- marques latérales;
- marques cardinales;
- marques de danger isolé et marques spéciales;
- marques diverses;
- balisage des plages.

c) Position:

- estimation de la position;
- aides diverses.

d) Courants et marées:

- l'effet du courant;



- les marées: utilisation de l'annuaire des marées pour déterminer les heures et hauteurs des pleines et basses mers.

e) Règlement international pour prévenir les abordages en mer (COLREG):

- règles de route et règles de barre;
- feux et marques des navires;
- principaux signaux.

f) Sécurité:

- matériel de sécurité;
- risques d'incendie;
- homme à la mer;
- collision;
- envahissement par eau.

g) Météorologie:

- notions de base de météorologie;
- manœuvres dans le mauvais temps.

h) Manœuvres, mouillage, ancrage.

i) Législation:

- législation luxembourgeoise concernant la plaisance en mer;
- principes de prévention de la pollution.

III: Permis côtier Plus

Le module de quatre heures de formation théorique accessible aux titulaires d'un permis côtier en vue de l'obtention du permis côtier plus porte sur les matières suivantes:

a) **Cartographie:**

- **définition de la carte marine;**
- **présentation de la carte;**
- **symboles et abréviations;**
- **mesure des distances;**

b) **Instruments:**

- **le compas:**
 - **la déclinaison;**
 - **la déviation;**
 - **la courbe de déviation;**
- **le sondeur;**
- **le récepteur G.P.S.;**
- **l'émetteur/récepteur V.H.F.;**

c) **Position:**

- **le relèvement;**



- **le point par deux relèvements."**
- d) **Manceuvres, mouillage, ancrage:**
 - **manceuvres à l'ancre**
 - **entrées et sorties d'un port**

IV: Permis de navigation mer

A l'épreuve théorique, le candidat doit faire preuve d'une connaissance raisonnée au moins des matières suivantes:

- b) Cartographie:
 - définition de la carte marine;
 - le globe terrestre;
 - présentation de la carte;
 - symboles et abréviations;
 - mesure des distances;
 - la règle-rapporteur.
- c) Les feux:
 - identification des feux;
 - le livre des feux;
 - autres feux;
 - portée des feux.
- c) Le balisage:
 - marques latérales;
 - marques cardinales;
 - marques de danger isolé et marques spéciales;
 - marques diverses.
- e) Ouvrages et documents nautiques.
- f) Instruments:
 - le compas:
 - la déclinaison;
 - la déviation;
 - la courbe de déviation.
 - le sondeur;
 - le loch;
 - le récepteur G.P.S.;
 - l'émetteur/récepteur V.H.F.;
 - l'émetteur B.L.U.;
 - le principe du radar.
- f) Position:



- estimation de la position;
 - aides diverses;
 - le relèvement;
 - le point par deux relèvements.
- g) Navigation au large:
- navigation à l'estime;
 - utilisation du GPS;
 - planification du voyage.
- h) Courants et marées:
- l'effet du courant: utilisation de la carte des courants de marée;
 - les marées: utilisation de l'annuaire des marées pour déterminer les heures et hauteurs des pleines et basses mers.
- i) Règlement international pour prévenir les abordages en mer (COLREG):
- règles de route et règles de barre;
 - feux et marques des navires;
 - principaux signaux.
- j) Sécurité:
- matériel de sécurité;
 - risques d'incendie;
 - homme à la mer;
 - collision;
 - envahissement par eau.
- k) Météorologie:
- notions de base de météorologie;
 - manœuvres dans le mauvais temps.
- l) Manœuvres, mouillage, ancrage
- m) Législation:
- législation luxembourgeoise concernant la plaisance en mer;
 - règles d'utilisation de la radiotéléphonie
 - principes de prévention de la pollution.



ANNEXE B – Contrôle des connaissances pratiques

A l'épreuve pratique, le candidat doit faire preuve de sa capacité à mettre en pratique les connaissances nautique et technique suivantes.

Connaissances pratiques nécessaires pour l'obtention du permis fluvial et du permis côtier

1. Type de bateau

- 1.1. Le bateau à déplacement
- 1.2. Le semi glisseur
- 1.3. Le glisseur

2. Moteur, transmission, propulsion

- 2.1. Le moteur hors-bord
- 2.2. Le moteur inboard
- 2.3. L'embrase Z-drive
- 2.4. L'arbre en ligne
- 2.5. L'hélice
- 2.6. La propulsion à jet

3. Pièces administratives/Documents de bord

- 3.1. Le permis adéquat
- 3.2. L'assurance bateau
- 3.3. L'immatriculation
- 3.4. Le certificat de radiotéléphonie

4. Sécurité et environnement

- 4.1. Eaux intérieures – Précautions concernant les passagers et l'équipage – Précautions concernant le bateau – Gréement et équipement de secours
- 4.2. Manœuvre "Homme à la mer"
- 4.3. La météo
- 4.4. Comportement en cas d'accident, de voie d'eau ou d'incendie à bord. Gestes de premiers secours
- 4.5. Traitement d'urgence d'un début de noyade (gestes pratiques)
- 4.6. Déchets, réservoirs et opérations de ravitaillement en carburant
- 4.7. Utilisation des signaux de détresse
- 4.8. Sécurité de transport terrestre, mise et sortie de l'eau
- 4.9. Gréement et matériel de sécurité
- 4.10. Utilisation des différents gilets de sécurité et moyens de sauvetage

5. Manœuvre du bateau à moteur

- 5.1. La prise de poste, les contrôles à faire
 - Rôle et responsabilités du conducteur, des membres d'équipage et du propriétaire
- 5.2. La compréhension de l'influence du vent, du courant, d'un tirant d'eau limité ainsi que leurs interactions
- 5.3. Les écluses
 - Passage d'écluses aval et amont



5.4. Appareillage

- Appareiller d'un catway
- Appareiller latéralement entre deux bateaux
- Appareiller d'un mouillage

5.5. Accostage

- Accostage latéral : tribord et bâbord
- Accostage en arrière au catway (culer à poste)
- Accostage sur amarre avant et arrière

5.6. L'amarrage

- Amarrage contre un quai
- Amarrage sur un catway
- Amarrage à couple

5.7. Les nœuds et fixations de cordage aux différents supports

5.8. Mouillage sur ancre

5.9. Le remorquage

6. Règles de navigation

6.1. Vitesse adéquate

6.2. Priorités

6.3. Dépassements et croisements

6.4. Pratique de la radio VHF

6.5. L'entrée/sortie d'un port ou d'une écluse

Connaissances pratiques nécessaires pour l'obtention du permis mer

Voile et moteur

1. Avant le départ

- 1.1. Planifier et anticiper un voyage
- 1.2. Fermer/ouvrir les vannes du bateau

2. Maîtriser les équipements

- 2.1. Utilisation de la VHF
- 2.2. Maîtriser le GPS
- 2.3. Maîtriser la sonde de profondeur
- 2.4. Nettoyer le loch
- 2.5. Savoir utiliser le pilote automatique
- 2.6. Compas magnétique

3. Manœuvres

- 3.1. Maîtriser le moteur
- 3.2. Amarrer le bateau dans le port
- 3.3. Exécuter une manœuvre d'ancrage
- 3.4. Exécuter une manœuvre d'amarrage à une bouée



- 3.5. Manœuvre "Homme à la mer"
- 3.6. Entrée dans un port ou une écluse

4. Sécurité

- 4.1. Savoir manipuler la survie
- 4.2. Savoir manipuler les pyrotechniques
- 4.3. Savoir manipuler la balise
- 4.4. Savoir installer la barre de secours
- 4.5. Principes de base de la lutte contre l'incendie

5. Cartographie

- 5.1. Estimation de la position sur la carte
- 5.2. Appliquer un relèvement sur la carte
- 5.3. Faire le point par deux relèvements
- 5.4. Tracer une route sur la carte et calcul de la route à suivre en fonction du courant

Voile

1. Manœuvres

- 1.1. Faire envoyer et affaler les voiles
- 1.2. Exécuter un virement de bord
- 1.3. Exécuter un empannage
- 1.4. Décrire un cercle sous voile
- 1.5. Réduire la voile



ANNEXE C – Critères pour l'agrément des Organismes offrant une formation théorique et/ou pratique

Les organismes désirant être agréés pour la délivrance de la formation pratique doivent :

- être constitués légalement et pouvoir présenter une copie de leur acte constitutif ;
- avoir leur siège social dans un Etat membre de la Communauté européenne ;
- détenir une assurance responsabilité civile pour couvrir leurs activités ;
- répondre aux normes de sécurité en vigueur à l'endroit de la formation ;
- proposer des programmes d'enseignement en accord avec les annexes A et B ;
- présenter une copie des programmes de cours offerts, incluant le nombre d'heures et les sujets proposés ;
- permettre à un membre de la Commission dûment mandaté de vérifier leurs équipements et d'évaluer leur enseignement ;
- disposer de bateaux écoles construits au minimum selon des normes équivalentes à celles prescrites par la directive modifiée 94/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 1994 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives aux bateaux de plaisance.



ANNEXE D – Matériel de sécurité minimum

Menues embarcations de plaisance

Gilet ou brassière de sauvetage par personne	1
Ecope	1
Ligne de mouillage	1
Paire d'aviron ou une pagaie ou une godille avec dispositif de nage	1
Chaumard ou taquet permettant le remorquage	1
Moyen lumineux de repérage	Disponible
Dispositif de sécurité pour couper l'allumage ou les gaz en cas d'éjection du pilote (uniquement si moteur >4,5kW)	1

Véhicules nautiques à moteur (type scooter, moto aquatique)

Anneau et cordage pour le remorquage	1
Gilet ou brassière de sauvetage par personne	1
Feux automatiques à main	2

Bateaux de plaisance autres que les véhicules nautiques à moteur

Sécurité individuelle

Système permettant la remontée à bord d'une personne tombée à l'eau	Disponible
Aide à la flottabilité ou un gilet de sauvetage par personne présente à bord	1
Bouée de sauvetage avec feu de retournement	1

Sécurité collective

Feux rouges automatiques à main	3
Miroir de signalisation	1
Lampe électrique étanche	1
Annexe et/ou aide à la flottaison offrant une flottabilité totale de 142 newtons par personne à bord (dispense si bateau conforme à la norme EN ISO 12217 ou 6185)	Disponible

Sécurité du bateau

Seau rigide	1
Système permettant d'obturer un trou dans la coque	Disponible



Système de protection contre l'incendie conforme aux recommandations du constructeur	Disponible
Outils et matériel pour de petits dépannages	Disponible
Système de pompage	Disponible

Mouillage

Ligne de mouillage fixée au bateau et une ancre adaptées au bateau et au lieu de navigation	Disponible
---	------------

Navigation

Pavillon national	Disponible
1 sonde à main ou tout autre moyen pour mesurer la profondeur de l'eau	Disponible

Documents (tenus à jour qui peuvent être rassemblés en un seul document)

Livre des feux	Disponible
Carte des régions fréquentées	Disponible

Navires de plaisance autres que les véhicules nautiques à moteur

Sécurité individuelle

Système permettant la remontée à bord d'une personne tombée à l'eau	Disponible
Gilet de sauvetage par personne présente à bord	1
Bouée de sauvetage avec feu de retournement	1
Harnais par personne présente à bord pour les voiliers	1
Harnais par embarcation pour les navires à moteur	1

Sécurité collective

Feux rouges automatiques à main	3
Miroir de signalisation	1
Lampe électrique étanche	1
Fusées parachute	3
Fumigènes	2
Radeau de sauvetage (conforme à la norme EN ISO 9650) ou une annexe gonflable automatique par bouteille	1

Sécurité du navire

Seau rigide	1
Système permettant d'obturer un trou dans la coque	Disponible
Système de protection contre l'incendie conforme aux recommandations du constructeur	Disponible



Outillage et matériel pour de petits dépannages	Disponible
Système de pompage	Disponible

Mouillage

Ligne de mouillage fixée au bateau et une ancre adaptées au bateau et au lieu de navigation	Disponible
---	------------

Navigation

Pavillon national	Disponible
1 sonde à main ou tout autre moyen pour mesurer la profondeur de l'eau	Disponible
Matériel permettant de faire le point, de tracer et de suivre une route	Disponible
Compas magnétique pour une navigation au delà de deux miles nautiques de la côte	1
Dispositif permettant de recevoir les prévisions météorologiques à bord	Disponible

Documents (tenus à jour qui peuvent être rassemblés en un seul document)

Règlement International pour Prévenir les Abordages en mer	Disponible
Livre des feux	Disponible
Annuaire des marées ou équivalents	Disponible
Carte des régions fréquentées	Disponible
Journal de bord	1